

## Angola

**Réaliser un ou des schémas à partir de ces informations, montrant comment les conflits en Angola reflètent l'évolution des relations internationales, de la décolonisation et de la guerre froide au « désordre mondial ».**

Un fort mouvement indépendantiste se développe dans la province portugaise de l'Angola au cours des années 60 et 70. Le Portugal intervient militairement, mais la révolution des œillets, qui bouleverse le pays en 1974, favorise l'accession de l'Angola à l'indépendance l'année suivante. Des divisions entre les différentes factions entraînent une guerre civile. Le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), d'obédience communiste, prend le pouvoir. Mais des conflits armés persistants avec les rebelles de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), conjugués à une économie fragile et des famines récurrentes, plongent le pays dans le chaos. Des accords de paix conclus au cours des années 90 et la présence de troupes de l'Organisation des Nations unies (ONU) ne suffisent pas à enrayer complètement la violence. Un cessez-le-feu survenu en 2002 laisse cependant entrevoir un espoir de paix.

L'accession de l'Angola à l'indépendance, en 1975, est suivie par le départ de milliers de Portugais. La lutte entre les factions qui cherchent à prendre le pouvoir est marquée par l'intervention des protagonistes de la guerre froide. Alors que le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) bénéficie du support de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) et de milliers de soldats cubains, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) compte pour sa part sur l'appui des États-Unis. La présence de sécessionnistes namibiens en territoire angolais provoque également l'intervention de l'Afrique du Sud. L'évolution de la situation internationale favorise la signature d'un accord entre les pays impliqués dans le conflit, en 1988. L'Organisation des Nations unies (ONU) prend aussi part aux initiatives de paix visant à mettre un terme à la guerre civile au cours des années 90.

Chef de l'état en Angola

Nom	Début du mandat	Fin du mandat	Formation politique
António Agostinho Neto	1975	1979	<u>Mouvement populaire de libération de l'Angola</u>
José Eduardo dos Santos	1979		<u>Mouvement populaire de libération de l'Angola</u>

A la suite de pourparlers qui ont débuté en 1993 sous l'égide de l'Organisation des Nations unies (ONU) un accord de paix est conclu à Lusaka, la capitale de la Zambie, entre le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA).

Depuis son accession à l'indépendance, en 1975, l'Angola est déchiré par une guerre civile dont les opposants sont appuyés par le bloc communiste (MPLA) et les États-Unis (UNITA). La fin de la Guerre froide favorise toutefois un rapprochement. En mai 1991, le MPLA et l'UNITA signaient un premier accord de paix qui ne durera que quelques mois. La guerre civile reprit avec plus d'ardeur en novembre 1992, après que Jonas Savimbi, le chef de l'UNITA, ait refusé de reconnaître sa défaite électorale aux mains du président José Eduardo Dos Santos. Ce dernier avait obtenu près de 49,5 % des voix, mais de nombreuses irrégularités furent signalées. Les combats reprirent avec vigueur, et il faut attendre juillet 1994 pour qu'un dialogue s'enclenche sur un possible processus de paix. Des chefs d'État de l'Afrique australe se joignent aux pourparlers entre les deux belligérants. Le 15 novembre, les parties se rencontrent à Lusaka, en Zambie, et s'entendent pour une trêve, en attendant qu'un accord de paix permanent ne soit signé. Le 20 novembre suivant, le gouvernement angolais, dirigé par le MPLA, signe un accord de paix avec l'UNITA malgré l'absence de son chef, Jonas Savimbi. Toutefois, cet accord de paix ne mettra pas totalement fin à la violence. Il faudra attendre en 2002, à la suite à l'assassinat de Jonas Savimbi, pour qu'un accord de paix permanent devienne effectif et que la guerre civile prenne fin. On estime qu'elle a fait environ un demi-million de victimes.